

Addis-Abeba, Ethiopie, 18 septembre (Infosplusgabon) - Cinq personnes manifestant contre les meurtres violents dans la périphérie d'Addis-Abeba, la capitale éthiopienne, ont été tuées lundi, selon la police.

Les manifestants dont la plupart habitent la périphérie de la ville d'Addis-Abeba sont descendus en masse dans les rues de la capitale pour réclamer la protection de la police, au lendemain de l'annonce de la mort d'au moins 23 personnes à Burayu, dans la banlieue.

Le chef de la police, Zeynu Jamal, a déclaré lundi à la télévision que ces cinq personnes ont été tuées au cours d'une confrontation armée.

Selon ce dernier, la police a été informée de la présence de manifestants munis d'armes dangereuses, alors qu'elle s'appliquait à rétablir l'ordre.

D'après des témoins, des unités de la police anti-émeute ont été déployées dans le centre d'Addis-Abeba autour des bureaux de la télévision éthiopienne afin de disperser les manifestants.

La police a réussi à boucler la zone et à éloigner les véhicules du siège de la télévision d'Etat.

Les circonstances entourant la mort des manifestants restent floues, mais selon le chef de la police, c'était pour les empêcher de s'adonner à des pillages.

Au moins 800 personnes ont été déplacées par les violences de ce week-end survenues dans la banlieue. Ces violences sont imputées à un groupe organisé, qui a pillé des maisons et brûlé des commerces.

Les troubles ont débuté après un grand rassemblement visant à accueillir le leader en exil du Front de libération Oromo (OLF) de retour samedi à Addis-Abeba.

Les convois de bus des partisans de l'OLF ont été vus franchir la frontière entre l'Erythrée et l'Ethiopie après que la direction du mouvement rebelle a annoncé son intention de pratiquer une opposition politique pacifique.

Le gouvernement éthiopien a fait un geste pour la paix en annonçant que le groupe n'était plus considéré comme terroriste.

Toutefois, des heurts ont éclaté quand des membres du groupe sont arrivés à Addis-Abeba pour célébrer le retour de son chef, Dawud Ibsa, après 26 ans d'exil pour participer à la vie politique nationale.

FIN/INFOSPLUSGABON/XSD/GABON 2018

© Copyright Infosplusgabon